

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 01/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 LYON 09

Références : UiD4243-DSSP-022-0298
Code AIOT : 0010500024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2022 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles - 42230 ROCHE LA MOLIERE. L'inspection a été annoncée le 12/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection constitue une visite préalable à la mise en service de la réhausse du casier B6, conformément aux dispositions de l'article 20 de l'AM du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Le Casier B6 avait fait l'objet d'une première phase d'aménagement en 2018. Les travaux ont concerné la finalisation de l'équipement sur le talus au Sud-Est en vue de poursuivre l'exploitation du casier.

L'exploitant a transmis un dossier technique réalisé par un organisme tiers (SCE) établissant la conformité des aménagements avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23/02/2018 réglementant l'installation de stockage et celles de l'arrêté ministériel du 15/02/2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles - 42230 ROCHE LA MOLIERE
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso.

La société Suez RV Borde Matin est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux par arrêté du 23/02/2018. L'exploitation est prévue jusqu'en 2053.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité des aménagements en réhausse du casier B6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de renforcement	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.3.2	/	Sans objet
2	Barrière de sécurité passive	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.2	/	Sans objet
3	Barrière de sécurité active	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.3	/	Sans objet
4	Barrière de sécurité active	Arrêté Préfectoral du 14/04/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réalisation de la réhausse du casier B6 est conforme à la réglementation. Elle peut être mise en service.

Les dispositions en vue de suivre les déformations du dispositif de renforcement (cf. tierce expertise) sont à poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de renforcement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 9.1.2.3.2 Assise sur d'anciens déchets Les barrières de sécurité passives mentionnées à l'article précédent seront complétées par la mise en place du dispositif de renforcement suivant : de haut en bas : <ul style="list-style-type: none">◦ d'un géosynthétique de renforcement◦ d'une couche de forme en matériaux naturels de 0,5m minimum en fond et 0,3m minimum sur les flancs,◦ de tranchées drainantes (drain+géotextile+galets) permettant la collecte des effluents (lixiviats ou biogaz) du casier A en cas de remontée ou dégazage suite aux surcharges liées au casier B. Ce dispositif de renforcement devra aboutir à terme à une déformation de la géomembrane bentonitique lisse qui tende vers la valeur indicative de 3 %. Un système permettant ce contrôle sera mis en place.
Constats : Une tranchée drainante de gestion des lixiviats et du biogaz sous la BSP du talus B6 a été créée. Le plan de recollement joint au dossier de conformité indique qu'un drain PEHD Ø160 a été installé au sein de cette tranchée. Le dimensionnement du drain est conforme aux dispositions du DDAE. Le géosynthétique de renforcement mis en place est une géogrille flexible de renfort FORTRAC® type R400/50-30MDT, dont le dimensionnement a fait l'objet d'une note réalisée par le bureau d'études ECOGEOS. La note de dimensionnement conclut sur le fait que le dispositif de renforcement satisfait bien à l'exigence de déformation inférieure à 3 % (nécessité d'une résistance nominale ≥ 284 kN/m pour une résistance du produit de 400 kN/m). Le plan de recollement de la géogrille, la note de dimensionnement ainsi que la fiche technique sont joints au dossier de conformité. Le rapport de contrôle extérieur de SOCNA SOLS indique que les interventions concernant la géogrille ont été réalisées conformément aux prescriptions et aux règles de l'art.
Observations : L'inspection rappelle qu'il est recommandé d'inclure la géogrille au sein de la couche de forme et non au-dessus. L'exploitant réalise le suivi topométrique et altimétrique sur l'ensemble des 3 puits de pompage des lixiviats du casier B6 en vue de contrôler la déformation du dispositif de renforcement, ainsi que préconisé par la tierce expertise. Un relevé est effectué annuellement. L'objectif de ce suivi est le contrôle effectif de la déformation de la géomembrane.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les nouveaux casiers à construire, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : [...] - les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. Cette disposition est assurée par la mise en place d'un géosynthétique bentonitique présentant une perméabilité inférieure à 10^{-11} m/s. La pente varie de 3H/1H à 1H/1V.
Constats : Un géosynthétique bentonitique a été mis en oeuvre. Il s'agit d'un GSB sodique BENTOMAT AS100F dont la fiche technique indique qu'il présente une perméabilité inférieure à 1.10^{-11} m/s et qu'il présente des caractéristiques conformes à celles recommandées pour un usage en ISDND (masse surfacique de bentonite > 5 kg/m ² à 0 % de teneur en eau, indice de gonflement > 24 cm ³ /2g, teneur en CaCO ₃ < 5 %, capacité d'échange cationique > 70 Meq/100g). Le rapport de contrôle extérieur de SOCNA SOLS indique que les interventions concernant le GSB ont été réalisées conformément aux prescriptions et aux règles de l'art.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active».</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Cette géomembrane sera constituée de PEHD de 2mm d'épaisseur.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 30 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10⁻⁴ m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.</p> <p>Sur les flancs du casier, la géomembrane en PEHD de 2mm d'épaisseur est recouverte par un géocomposite de protection et par un géocomposite de drainage. Les fonctions de protection et de drainage peuvent être groupées en un seul et unique produit.</p>
Constats : Une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur a été installée sur l'ensemble du talus. Sa fiche technique est jointe au dossier de conformité.
La pose de la géomembrane a été effectuée par la société Eurovia Etanchéité qui dispose d'une certification pour l'application des géomembranes et le soudage. Les certifications Asqual des intervenants sont en cours de validité (rapport de contrôle extérieur).
Les lés ont été assemblés par double soudure à canal central ou par extrusion. Le contrôle extérieur de la pose de cette géomembrane a été réalisé par l'entreprise SOCNA Sols. Les contrôles réalisés ont consisté en la mise en pression du canal central sur l'ensemble des soudures et en des essais de traction, pelage et cisaillement en laboratoire.
Les extrusions ont été contrôlées à la pointe sèche.
L'ensemble des soudures est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le complexe de protection et de drainage peut également être, de façon exceptionnelle, remplacé par un unique géotextile de protection dans la mesure où les caractéristiques de ce dernier permettent d'évacuer le débit théorique entrant. L'exploitant transmet à cet effet la note de calcul justificative.
Constats : Le complexe de protection et de drainage a été remplacé dans le cadre des travaux par un unique géotextile de protection. Il s'agit d'un géotextile Tencate P 120. La note de calcul justifiant que les caractéristiques de ce géotextile permettent d'évacuer le débit théorique entrant est jointe au dossier de conformité. Le rapport de contrôle extérieur de SOCNA SOLS indique que les interventions concernant le géotextile de protection ont été réalisées conformément aux prescriptions et aux règles de l'art.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet